

# UN AUTRE FUTUR

supplément du journal "Anarchosyndicalisme!"  
Edition spéciale du 17 juin 2017 - Impr. spéciale - Prière ne pas jeter sur la voie publique

## Elections

### LES VRAIS CHIFFRES DE LA PRESIDENTIELLE A TOULOUSE

#### NI MACRON, NI LE PEN !

39,8 %(1) des inscrits sur les listes électorales de Toulouse n'ont choisi ni Macron ni le Pen ! Entre la peste et le choléra, ils ont refusé de s'exprimer. Du coup, la large victoire de Macron devient beaucoup moins impressionnante. Plus de 50 % des Toulousains ont refusé de voter pour lui. Quant à Le Pen, seulement 1 personne sur 10 a voté pour elle.

De plus, ces chiffres ne prennent en compte que les personnes inscrites sur les listes électorales. En effet, près de 25%(2) des personnes majeures qui vivent à Toulouse ne sont pas inscrites sur ces listes ! Il y a environ 260 000 personnes inscrites sur les listes électorales à Toulouse et 134 049 personnes y ont votées pour Macron au second tour.

Les médias et les politiques ne présentent pas ces chiffres. Ils donnent simplement le résultat des suffrages exprimés. Ils refusent de prendre en compte près d'1 personnes sur 2. Et ils

**LA CLASSE POLITIQUE NE  
REPRESENTE QU'ELLE...**

#### **BOYCOTT DES ELECTIONS !**



**ACTION LIBERTAIRE RUTHENOISE**

[refractairejournal.noblogs.org](http://refractairejournal.noblogs.org)

appellent ça la DÉMOCRATIE ! Beaucoup des personnes qui ont voté Macron l'on fait contre le Pen, et non pour Macron. Alors en fait, il ne représente rien, ni personne. C'est un hold-up ! Il n'a aucune légitimité. Ils prétendent moraliser la vie publique. Qu'ils commencent par donner les vrais chiffres de l'élection !

Le vote n'a jamais renversé les tyrans. La dignité, la solidarité et la colère, eux l'ont toujours fait !

- 1: Site l'internaute
- 2: INSEE et site l'INTERNAUTE

## Elections

### *Merci aux abstentionnistes...*

Un que l'annonce du nombre record des abstentionnistes au premier tour des élections législatives a du réjouir, c'est Bruno Le Maire, le ministre des finances du gouvernement Macron. Pour lui, comme d'ailleurs pour celui du gouvernement précédent, l'équilibre du budget, la lutte contre les déficits budgétaires, c'est un objectif impératif, et pour y parvenir, tout est bon, couper dans les budgets sociaux, supprimer et faire la chasse aux dépenses inutiles ... Un euro quarante deux, c'est très exactement la somme que l'état paie à un parti politique pour chaque suffrage exprimé en sa faveur. Alors, vous me direz que c'est peu mais multiplié par des millions d'abstentionnistes, de non inscrits, de bulletins nuls ...

Tout économiste vous le dira, il n'y a pas de petites économies. Autant le dire qu'à la CNT-AIT, nous partageons le plaisir de notre ministre des finances car nous militons ardemment pour l'abstention à toutes les élections organisées par les institutions étatiques et nous refusons de la même manière toute subvention venant de l'état, des institutions légales ou du patronat. Nous refusons d'être représenté ou de représenter car nous sommes pour la démocratie directe, et il ne peut pas y avoir de démocratie véritable dans une société inégalitaire nous refusons toute subvention car, en tant qu'anarchistes nous luttons pour construire une société débarrassée de l'État et de l'exploitation. Alors bravo à tous les abstentionnistes.

## Médias

### Le vote de la Peur !

"UN AUTRE FUTUR"  
de la CNT-AIT Toulouse  
7, Rue Saint-Rémèsy (métro les  
Carmes), 31000 Toulouse  
contact@cntaittoulouse.lautre.net  
www.cntaittoulouse.lautre.net

Pour nous rencontrer, pour un  
problème lié à votre emploi ou  
pour vous tenir au courant des  
luttons en cours, notre local est ou-  
vert au public pour une  
permanence tous les samedis de  
17:00 à 19:00. Vous pouvez égale-  
ment nous retrouver lors des  
tables de presse le dimanche aux  
allées Jules Guesdes de 10:30 à  
12:00 et au marché de Saint-Aubin  
de 12:00 à 13:00 et également les  
mercredis (en période scolaire) de-  
vant le restaurant universitaire du  
Mirail.



Le numéro 154 de notre journal  
"Anarchosyndicalisme !" (numéro  
de mai-juin) est toujours dispo-  
nible. Vous pouvez vous le procu-  
rer lors des tables de presse, sur le  
site internet ou lors des  
permanences. Le prochain numéro  
paraîtra juillet. Pour vous abonner  
passez ou écrivez-nous au 7, Rue  
Saint-Rémèsy, 31000 Toulouse, en  
joignant un chèque de 10€.

Pendant la campagne électorale, les médias ont fait le jeu de Macron. Il est certain que le programme de le Pen s'oppose à tout ce que nous disons. Mais pour le programme de Macron, c'est pareil ! Les journalistes bourgeois ont travaillé pour le candidat bourgeois. Il était impossible d'ouvrir la radio sans entendre un appel à aller voter pour le banquier Macron. Les journalistes ont cherché à nous faire peur, la peur du FN. Certes, si Marine avait été élue, cela n'aurait « pas été la fête ». Mais voter Macron c'est cracher sur les pauvres, sur le Peuple. La crise financière, c'est à cause des banquiers, comme Macron. Ce n'est pas la faute des honnêtes travailleurs.

Et pourtant, c'est nous qui en faisons les frais. Avant, c'était avec la loi travail « El-Khomri ». Aujourd'hui, ils nous préparent une seconde couche. Les journalistes, eux ils s'en foutent, et ça se voit ; ce sont des bourgeois bien au chaud, confortablement installés dans leurs bureaux. Ce n'est pas un complot, c'est un scandale ! Ils font partie de la classe des élites, et ils se battent pour elle. Nous avons refusé et nous refuserons de nous soumettre. Nous n'irons pas voter ! Ni aujourd'hui, ni hier, ni jamais. Ils luttent pour leur classe, soit, alors luttons pour la notre ! La force du Peuple n'est pas dans les urnes, elle est dans la rue ! Nous ne demanderons rien aux politiciens, tous autant qu'ils sont. Mais nous prendrons tout. Nous n'irons pas à la télévision, nous ne passerons pas à la radio. Ils sont complices du pouvoir. Mais ensemble, sans eux, nous créerons un monde nouveau.

### Chiffre du mois

Depuis le milieu des années 90, les riches de plus en plus riches, les pauvres de plus en plus pauvres.

En France, les 10% les plus riches perçoivent après impôts et prestations sociales 27,3% des revenus, (ils se partagent 270 milliards d'euros) dans le même temps, les 10% les plus pauvres se partagent 29 milliards d'euros (soit moins de 3% des revenus). Les 10% les plus riches possèdent 47% du patrimoine privé total, (presque autant que les 90% restant), les 50% les moins fortunés



Le montant total de la fortune des 500 personnes les plus fortunées de France s'élève à 456 milliards d'euros. La fortune du 500ème de ce classement dépasse les 100 millions d'euros soit 7 fois plus qu'il y a vingt ans (environ 14 mil- lions).

267 individus touchent selon leur déclaration fiscale au moins 9,5 millions d'euros par an.

Quelques autres adresses de contacts dans la grande région. Côte méditerranéenne :  
Béziers : cnt-ait34@outlook.fr  
Ouest de la région :  
Gers : sia32@no-log.org  
Autour de Toulouse :  
Montauban : table de presse, le samedi, 10 h

30 à 12 h, au marché du Jardin des plantes  
Volvestre : cnt-ait-volvestre @ouvaton.org  
Nord de la région : Lot : cnt-ait-quercy-  
rouergue @mailoo.org  
Et partout: cntaitfrance@yahoo.fr

---

## Politique

---

### Scandales !

Régulièrement, des scandales financiers mettant en cause des hommes ou des femmes politiques font la « une » des médias. Quelques fois, ce sont des ministres qui ont dissimulés des revenus au fisc, placés leur argent à l'étranger ou fait des opérations immobilières scabreuses, d'autres fois ce sont des députés ou des sénateurs qui utilisent le prestige lié à leur fonction d'élu pour favoriser des membres de leur famille, s'enrichir de manière illégale, ... La multiplication de ces affaires a suscité à juste titre chez les citoyens un fort sentiment de rejet de la classe politique et il est donc logique que lors de la dernière campagne présidentielle, tous les candidats donnent leur point de vue sur ce sujet. Ainsi M.Fillon, prétendant très sérieux à la victoire, n'a pas hésité pour séduire les électeurs à se présenter comme un modèle de vertu. Mal lui a en pris, il a suffi que des journalistes enquêtent sur ses activités d'homme politique pour que sa réputation s'effondre. Le nouveau locataire de l'Elysée, lui, nous avait lors de sa campagne électorale promis le changement, le renouveau de la vie politique, la moralisation de la vie publique . Avec lui au pouvoir, fini les magouilles et les scandales : « On allait voir ce qu'on allait voir ». Or à peine installé à l'Elysée on découvre que l'un de ses ministres s'est livré, pour s'enrichir, à des manipulations financières scabreuses ; que des candidats à la députation de son mouvement ne sont pas des anges, ... Maintenant, pour mettre un terme à la polémique, le gouvernement nous promet un ensemble de lois pour dit-il : « Moraliser la vie publique ». L'idée peut sembler excellente : on se demande pourquoi personne n'y a pensé avant et surtout pourquoi se limiter à la vie publique : après tout il y a dans notre société plein de choses que la morale commune réproouve.

Quelques exemples : est-ce bien moral que des actionnaires s'enrichissent en délocalisant des entreprises et en licenciant leurs employés ? Est-ce bien moral que des dizaines de milliers de personnes dorment dans la rue alors

qu'il y a dans les villes des dizaines de milliers d'appartements vides ? Les ventes d'armes sont elles morales ? S'enrichir en vendant des produits qui vont nuire à la bio-diversité, causer à terme des maladies, augmenter la mortalité, est-ce moral ? Est-ce moral qu'un patron gagne des centaines de fois le salaire d'un ouvrier qui est aussi indispensable que lui à la marche de l'entreprise ? Est-ce moral que un pour cent de la population du globe possède autant de richesse que les 99 pour cent restants ? Est-ce moral que en quelques secondes, un spéculateur puisse gagner ce qu'un salarié gagnera dans toute sa vie ? Est-ce moral que dans notre pays, l'écart entre les plus riches et les plus pauvres ne cesse de s'accroître ?

On pourrait multiplier les exemples. En fait, le système dans lequel nous vivons est fondamentalement, inégalitaire, injuste, non démocratique, mortifère et donc absolument immoral. Il faut que nos dirigeants, défenseurs de ce système, soient dotés d'une belle dose de cynisme pour oser se revendiquer de la morale. La morale est pour eux un simple élément de propagande, un argument de marketing destiné à tromper l'électeur naïf. Les médias ne montrent les escroqueries minables de quelques politiques que pour masquer l'immoralité fondamentale du système, en nous présentant comme l'exception ce qui est en réalité la règle, en affirmant que ce système est réformable et que quelques mesurette suffiraient à le rendre moral.

Anarchosyndicalistes, nous affirmons que le système capitaliste est structurellement immoral parce qu'il est basé sur l'exploitation de l'homme par l'homme donc sur le vol, parce qu'il fait de l'argent, de l'enrichissement personnel les seules valeurs qui valent, par ce qu'il ne considère toute chose que comme des marchandises. Il est donc non réformable et il est urgent de le détruire pour construire un autre futur, si l'humanité ne veut pas finir sous ses décombres.

---

## Société

---

### Fin de la taxe d'habitation

Quelles élections hallucinantes, quel spectacle entre les magouilles des uns, les coups bas des autres, les mensonges, les trahisures.... En fait rien que de très banal et au final un élu qui se présente comme le sauveur, le renouveau, l'homme qui lave plus blanc que blanc. Certains jubilent: actionnaires, boursicoteurs, PDG des grandes entreprises... tous voient les profits, les dividendes, les cours des actions s'envoler . La loi Macron, la destruction du Code du travail, l'inversion des normes, la libéralisation de l'économie et du marché du travail, ils en rêvaient : Macron l'a fait ou va le faire.

Certains appartenant à des couches beaucoup plus pauvres de la population se frottent aussi les mains. C'est que notre nouveau président est malin : pour gagner l'élection, pas de fausse note, pas de fête tapageuse mais la promesse d'une augmentation de pouvoir d'achat pour presque tous, la suppression d'un impôt détesté : la taxe d'habitation.

*Suite sur la page suivante.*

Ne plus avoir à payer un impôt, tout le monde en rêve, même si chacun a bien conscience que l'argent que l'état nous donne d'une main en supprimant la taxe d'habitation, il va en grande partie le reprendre de l'autre en augmentant la CSG. Moins d'impôt, plus de CSG, au final rien ne change. Promesse de politicien donc, promesse électoraliste, ne nous laissons pas abuser. A y regarder de plus près, cette suppression a aussi un côté très symbolique : la taxe d'habitation alimente le budget des collectivités locales : elle sert à financer les crèches, les écoles, les bibliothèques municipales, les gymnases etc....tous ces équipements publics qui rendent la vie des plus pauvres un peu plus facile, qui permettent entre autre aux enfants des couches défavorisées d'accéder à la culture, qui effacent un peu les inégalités sociales. Et c'est justement cet impôt là que l'on supprime ? Macron promet le retour du budget à l'équilibre, pour y parvenir, il veut amplifier la politique d'austérité : moins de dépenses, moins de services publics, moins d'aides aux plus pauvres. Tout ça va dans le même sens . Macron est le président des banquiers, du MEDEF, il appartient à la classe des exploités, nous n'avons rien à attendre de lui ni d'ailleurs de personne. Ne confions à personne le soin de défendre nos intérêts, ne comptons que sur nos propres forces.

## International

### *Maghreb, ces « kouffar »(1) qui s'opposent au Ramadan*

Dans des sociétés gangrenées par l'islamisme être non-croyant, laïc ou athée est difficile surtout en période de jeûne donc, voici des actions qui ont eu dans trois pays, en résistance face à cette diète imposée.

En Tunisie, début juin, quatre non-croyants ont été condamnés à un mois de prison(2) pour « outrage public à la pudeur » après avoir mangé dans un jardin en plein mois de Ramadan. Pour une première fois dans l'histoire de la Tunisie, des dizaines de personnes ont manifesté, et se sont organisées dans un mouvement "Mouch Bessif" (« pas contre notre volonté », en arabe) à Tunis, pour réclamer le droit de se nourrir et boire durant le Ramadan et pour protester contre l'arrestation des quatre hommes. Aucune loi n'interdit de manger ou de boire en public pendant le Ramadan en Tunisie. La Constitution tunisienne garanti « la liberté de croyance et de conscience », la preuve dans les actes ...

En Algérie, l'opposition est plus forte, par exemple à Tizi Ouzou, une grande ville à forte communauté kabyle, des citoyens sans affiliation et des militants politiques, ont mangé et bu en public en plein Ramadan(3), pour afficher leur opposition à l'islamisation de la société. C'est après les années 1980 que les restaurants ont commencé à fermer durant le mois de jeûne, les kabyles ont pour la plupart tenu tête à l'appel de la religion ; un manifestant affirme même que « quelque 80% des Algériens sont d'accord avec ceux qui protestent contre le pouvoir grandissant des religieux dans le pays » dans un pays où les islamistes prennent de plus en plus de place au pouvoir suite au Printemps arabe.

Au Maroc enfin, où l'islam est la religion officielle de l'état, la loi est relativement ambiguë, puisqu'elle laisse la possibilité à chacun de le pratiquer ou non. Un site d'information marocain(4) explique que : « n'importe quel agent d'autorité[...] peut procéder à l'arrestation [...] si le délit de rupture de jeûne en plein public est avéré ». C'est ainsi qu'en 2009, six jeunes se réclamant du Mouvement Alternatif pour les Libertés Individuelles (MALI), sont arrêtés à la gare de Mohammedia. Ils projetaient un pique-nique durant la période du Ramadan. La police sur place a saisi les ... sandwichs dans des sacs comme pièces à conviction. L'affaire sera relatée, dès le lendemain dans la presse et finira par être jugée par le roi. Des islamistes au partis politiques, l'acte des jeunes est unanimement condamné. Rares sont les soutiens, seulement une partie de l'extrême gauche et des militants des droits de l'homme. Le MALI n'a absolument rien « d'anti-islam » il prône la liberté de conscience et ses militants en payent bien trop souvent le prix : inquiétés par la polices, interdictions, interrogatoires ...

Au nom des valeurs libertaires, nous nous devons de relayer les voix de ces progressistes, humanistes ou simples particuliers voulant simplement vivre hors du mensonge qu'est la religion et qui sont persécutés pour cela.

1: Mécréants, c'est le pluriel du mot arabe "kafir".

2: [http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/06/12/en-tunisie-des-manifestants-reclament-le-droit-de-manger-en-public-pendant-le-Ramadan\\_5143064\\_3212.html](http://www.lemonde.fr/afrique/article/2017/06/12/en-tunisie-des-manifestants-reclament-le-droit-de-manger-en-public-pendant-le-Ramadan_5143064_3212.html)

3: [https://www.rtb.be/info/monde/detail\\_des-centaines-d-algeriens-mangent-en-public-en-plein-Ramadan](https://www.rtb.be/info/monde/detail_des-centaines-d-algeriens-mangent-en-public-en-plein-Ramadan)

4: <https://www.bladi.net/police-mangeurs-Ramadan-maroc,39850.html>

Pour recevoir gratuitement et sans engagement de votre part les 3 prochains numéros d'Anarchosyndicalisme  
! Remplissez ce bon et retournez-le à : **CNT-AIT, 7 Rue Saint-Rémésy, 31000 Toulouse.**

**NOM** ..... **PRENOM** .....

**ADRESSE** .....

..... **EMAIL** .....